ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 2 juillet 1974, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif à la répression des hold-up et à la prise d'otages", a donné le 9 octobre 1974 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 2e juli 1974 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot beteugeling van de gewapende roofoverval en van het nemen van gijzelaars", heeft de 9e oktober 1974 het volgend advies gegeven :

Intitulé.

Il est proposé d'écrire :

"Projet de loi modifiant certaines dispositions du Code pénal en vue de la répression des agressions à main armée et des prises d'otages".

*

Article 1er, remplaçant l'article 471 du Code pénal.

Eu égard au principe de la stricte interprétation des textes répressifs, il conviendrait que la notion de "forces de l'ordre" qui figure au dernier alinéa de la disposition en projet soit précisée.

Par ailleurs, il est proposé de subdiviser la disposition nouvelle en deux articles, l'un qui viserait les infractions punies des travaux forcés de 10 à 15 ans et qui prendrait la place de l'article 471 actuel, l'autre qui serait relatif aux infractions punies des travaux forcés de 15 à 20 ans et qui prendrait la place de l'article 472 dont l'article 8 du projet prévoit l'abrogation.

.../...

Article 2, complétant l'article 369 du Code pénal.

Au deuxième alinéa du texte que le projet ajoute à l'article 369, les mots "que la rançon ait été versée ou ..." doivent être omis. Ces mots sont inutiles puisque le versement d'une rançon est une façon d'exécuter l'ordre ou la condition dont il est question à l'alinéa 1er.

Il est proposé, d'autre part, de rattacher l'article 369 actuel à l'article 368 dont il formerait l'alinéa 3 et de faire de la disposition en projet un article 369 nouveau.

Article 3, insérant un article 438bis dans le Code pénal.

La disposition proposée a une portée générale et vise, en ce qui concerne les mineurs, des éléments d'infraction qui ne sont pas couverts par l'article 369.

En indiquant que cette disposition concerne la prise d'otages majeurs, l'exposé des motifs lui prête une portée plus restreinte que celle qui ressort du texte.

Il importe que le texte et l'exposé des motifs, qui en constitue un élément d'interprétation, soient mis en concordance.

.../...

Article 4, remplaçant l'article 473 du Code pénal.

Si la proposition faite ci-dessus de scinder l'article 471 en projet en deux articles distincts est retenue, l'article 473 qui fait l'objet de l'article 4 du projet doit faire référence à l'article 471 et non pas à l'alinéa 1er de cet article.

Article 5, insérant un article 417bis dans le Code pénal.

Les notions de "maison habitée" et de "dépendances d'une maison habitée", qui disparaissent du chapitre Ier du titre IX, subsistent non seulement aux articles 412 et 417 (chapitre Ier du titre VIII), mais encore à d'autres endroits du Code pénal, notamment à l'article 439 (chapitre IV du titre VIII) et à l'article 530 (chapitre III du titre IX).

Plutôt que de proposer au législateur le vote d'un article 471bis, qui ne ferait que reprendre sans changement aucun des dispositions existantes tout en abrogeant ces dernières et en insérant l'article nouveau à un endroit du Code pénal où il n'est, pas plus que les dispositions actuelles, à une place qui convient parfaitement, il serait à la fois plus indiqué et plus simple de se borner à modifier l'intitulé de la section dans laquelle les dispositions actuelles figurent.

Il est dès lors proposé de rédiger comme suit l'article 5 du projet.

.../...

"Article 5.-

L'intitulé de la section III du chapitre Ier du titre IX du livre II du même Code est remplacé par l'intitulé suivant :

"De la signification de certains termes employés dans le présent Code".

Article 6, remplaçant l'article 2, alinéa 2, de la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes.

La modification envisagée par le Gouvernement a pour unique objet de remplacer, dans la disposition prérappelée, la référence qui y est faite aux articles 471 et 472 du Code pénal, par une référence au seul article 471, pour le motif que l'article 8 du projet abroge l'article 472. Si la scission de l'article 471 en projet en deux articles nouveaux, à savoir les articles 471 et 472, est retenue, l'article 6 du projet sera sans objet.

Articles 7 et 8, abrogeant respectivement l'article 474, alinéa 2 du Code pénal et les articles 472, 477, 479, 480 et 481 du même Code.

La scission des dispositions abrogatoires du projet en deux articles distincts ne se justifie pas.

.../...

Compte tenu des observations qui précèdent, le Conseil d'Etat propose le texte suivant qui, comme il est de bonne technique législative, respecte l'ordre des articles du Code pénal, auxquels il est apporté une modification.

"PROJET DE LOI MODIFIANT CERTAINES DISPOSITIONS DU CODE PENAL EN VUE DE LA REPRESSION DES AGRESSIONS A MAIN ARMEE ET DES PRISES D'OTAGES.

Article 1er.-

La disposition qui compose l'article 369 du Code pénal est insérée à l'article 368 dont elle formera l'alinéa 3.

Article 2 (article 2 du projet).

La disposition suivante est insérée à la place de l'article 369 du même Code et en forme l'article 369 nouveau :

"Article 369. ...".

Article 3 (article 3 du projet).

Un article 438bis rédigé comme suit est inséré dans le même Code :

"Article 438bis. ...".

.../...

Article 4 (article ler pro-parte du projet).

L'article 471 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 471. Le vol commis ...".

Article 5 (article ler pro-parte du projet).

L'article 472 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 472. Le vol sera puni des travaux forcés ...".

Article 6 (article 4 du projet).

L'article 473 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 473. ...".

Article 7 (remplaçant l'article 5 du projet et l'article 8 pro parte).

L'intitulé de la section III du chapitre Ier du titre IX du livre II du même Code est remplacé par l'intitulé suivant :

"De la signification de certains termes employés dans le présent Code".

Article 8 (articles 7 et 8 du projet).

L'article 474, alinéa 2, et l'article 477 du même Code sont abrogés".

*

.../...

OBSERVATION FINALE.

A la connaissance du Conseil d'Etat, la prise d'otages n'est jusqu'à présent réprimée en droit belge qu'en matière de navigation aérienne. La loi du 27 juin 1937 portant revision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne dispose en son article 30, tel que cet article a été modifié par la loi du 6 août 1973 :

§ 1er. Sera puni de la réclusion :

1° ...;

2° celui qui, sans droit, par violences ou menaces ou par tout autre moyen que ce soit, s'empare d'un aéronef privé ou d'Etat, en exerce le contrôle, le détourne de sa route ou tente de commettre l'un de ces faits.

§ 2. La peine sera des travaux forcés de dix à vingt ans :

1° si l'infraction a causé une lésion corporelle ...;

2° ...;

3° si l'infraction prévue au § 1er, 2°, a été accompagnée ou suivie de la détention illégale ou de la prise en otage d'une ou de plusieurs personnes se trouvant à bord de l'aéronef.

.../...

§ 3. La peine sera des travaux forcés à perpétuité si l'infraction a causé la mort".

Cette disposition qui présente un caractère moins général que celles du projet ne sera pas abrogée par celles-ci et son application n'en sera pas énervée.

Le Gouvernement appréciera l'opportunité qu'il y aurait de proposer au législateur l'harmonisation de ces deux législations notamment quant aux circonstances aggravantes et à la durée des peines qui répriment les infractions prévues par elles.

Opschrift.

Voorgesteld wordt :

"Ontwerp van wet tot wijziging van sommige bepalingen van het Strafwetboek met het oog op de bestraffing van gewapende roofovervallen en van het nemen van gijzelaars".

*

Artikel 1, dat artikel 471 van het Strafwetboek vervangt.

Met inachtneming van het beginsel dat strafbepalingen een strikte uitlegging vereisen, zou het begrip "ordediensten" in het laatste lid van de ontwerp-bepaling nader moeten worden omschreven.

Voor het overige wordt voorgesteld de nieuwe bepaling in twee artikelen te splitsen, een met betrekking tot de misdrijven die worden gestraft met dwangarbeid van tien tot vijftien jaar, en dat in de plaats zou komen van het huidige artikel 471, het andere met betrekking tot de misdrijven die worden gestraft met dwangarbeid van vijftien tot twintig jaar, en dat de plaats zou innemen van het huidige artikel 472 dat door artikel 8 van het ontwerp wordt opgeheven.

Artikel 2, dat artikel 369 van het Strafwetboek aanvult.

In het tweede lid van de tekst welke het ontwerp aan artikel 369 toevoegt, moeten de woorden "het losgeld is betaald of" vervallen. Zij zijn overbodig, want het betalen van een losgeld is een wijze om te voldoen aan het bevel of de voorwaarde bedoeld in het eerste lid.

.../...

Ook wordt voorgesteld het huidige artikel 369 als derde lid op te nemen in artikel 368, en van de ontwerpbepaling een nieuw artikel 369 te maken.

Artikel 3, dat een artikel 438bis in het Strafwetboek invoegt.

De ontworpen bepaling heeft een algemene strekking en doelt, wat de minderjarigen betreft, op bestanddelen van een misdrijf waarop artikel 369 geen straf stelt.

De memorie van toelichting stelt dat deze bepaling betrekking heeft "op het vasthouden van meerderjarige gijzelaars", en schrijft er daarmee een engere draagwijdte aan toe dan uit de tekst zelf blijkt.

Het is van belang dat de tekst en de memorie van toelichting, die een uitlegging ervan is, in overeenstemming zijn.

Artikel 4, dat artikel 473 van het Strafwetboek vervangt.

Wordt op 's Raads voorstel tot splitsing van artikel 471 van het ontwerp in twee artikelen ingegaan, dan moet artikel 473, waaraan artikel 4 van het ontwerp is gewijd, verwijzen naar artikel 471 en niet naar het eerste lid ervan.

.../...

Artikel 5, dat een artikel 417bis in het Strafwetboek invoegt.

De begrippen "bewoond huis" en "aanhorigheden van een bewoond huis", die in hoofdstuk I van titel IX wegvallen, blijven gehandhaafd niet alleen in de artikelen 412 en 417 (hoofdstuk I van titel VIII) maar ook op andere plaatsen in het Strafwetboek, onder meer in artikel 439 (hoofdstuk IV van titel VIII) en in artikel 439 (hoofdstuk IV van titel VIII en in artikel 530 (hoofdstuk III van titel IX).

In plaats van aan de wetgever voor te stellen een artikel 471bis aan te nemen, dat zich ertoe zou beperken bestaande bepalingen zonder enige wijziging over te nemen terwijl ze elders worden opgeheven en terwijl het nieuwe artikel in het Strafwetboek wordt opgenomen op een plaats die evenmin als die van de huidige bepalingen volkomen geschikt is, ware het beter én eenvoudiger zich te beperken tot een wijziging van het opschrift van de afdeling waaronder die bepalingen thans voorkomen.

Derhalve wordt voorgesteld artikel 5 van het ontwerp als volgt te redigeren :

"Artikel 5.-

Het opschrift van afdeling III van het eerste hoofdstuk van titel IX van boek II van hetzelfde Wetboek wordt door het volgende opschrift vervangen :

"Betekenis van sommige in dit Wetboek voorkomende uitdrukkingen".

./.

Artikel 6, dat artikel 2, tweede lid, van de wet van 4 oktober 1867 op de verzachtende omstandigheden vervangt.

De door de Regering voorgenomen wijziging heeft alleen tot doel in de genoemde bepaling de verwijzing naar de artikelen 471 en 472 van het Strafwetboek te vervangen door een verwijzing naar artikel 471 alleen, omdat artikel 472 door artikel 8 van het ontwerp wordt opgeheven. Als de splitsing van het ontwerp-artikel 471 in twee nieuwe artikelen - 471 en 472 - doorgang vindt, wordt artikel 6 van het ontwerp overbodig.

Artikelen 7 en 8, die onderscheidenlijk artikel 474, tweede lid, van het Strafwetboek en de artikelen 472, 477, 479, 480 en 481 van hetzelfde Wetboek opheffen.

Er is geen enkele reden om de opheffingsbepalingen van het ontwerp over twee artikelen te spreiden.

*

Rekening houdend van hetgeen hiervoren is opgemerkt, stelt de Raad van State de hierna volgende tekst voor, waarin, zoals een goede wetgevingstechniek eist, de volgorde van de te wijzigen artikelen van het Strafwetboek in acht wordt genomen.

.../...

P VAN WET TOT WIJZIGING VAN SOMMIGE BEPALINGEN VAN HET
ETBOEK MET HET OOG OP DE BESTRAFFING VAN GEWAPENDE ROOF-
OVERVALLEN EN VAN HET NEMEN VAN GIJZELAARS.

---

kel 1.-

De bepaling die artikel 369 van het Strafwetboek uitakt, wordt in artikel 368 van hetzelfde Wetboek ingevoegd ls derde lid.

rtikel 2 (artikel 2 van het ontwerp).

De volgende bepaling wordt ingevoegd op de plaats van artikel 369 van hetzelfde Wetboek en vormt er het nieuwe artikel 369 :

"Artikel 369. ...".

Artikel 3 (artikel 3 van het ontwerp).

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 438bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 438bis. ...".

Artikel 4 (artikel 1 partim van het ontwerp).

Artikel 471 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 471. Diefstal gepleegd ...".

Artikel 5 (artikel 1 partim van het ontwerp).

Artikel 472 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 472. De diefstal wordt gestraft met dwangarbeid...".

.../...

Artikel 6 (artikel 4 van het ontwerp).

Artikel 473 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 473. ...".

Artikel 7 (ter vervanging van artikel 5 van het ontwerp en van artikel 8 partim).

Het opschrift van afdeling III van het eerste hoofdstuk van titel IX van boek II van hetzelfde Wetboek wordt door het volgende opschrift vervangen :

"Betekenis van sommige in dit Wetboek voorkomende uitdrukkingen".

Artikel 8 (artikelen 7 en 8 van het ontwerp).

Artikel 474, tweede lid, en artikel 477 van hetzelfde Wetboek worden opgeheven".

*

SLOTOPMERKING.

Voor zover de Raad van State bekend is, wordt het nemen van gijzelaars in het Belgische recht tot dusver alleen gestraft inzake luchtvaart. De wet van 27 juni 1937 houdende herziening van de wet van 16 november 1919 betreffende de regeling der luchtvaart bepaalt in artikel 30, zoals dat artikel gewijzigd is bij de wet van 6 augustus 1973 :

§ 1. Met opsluiting wordt gestraft :

.../...

1° ...;

2° hij die zonder recht een particulier of Staatsluchtvaartuig door geweld, bedreiding of enig ander middel in zijn macht brengt of houdt, het van zijn reisweg doet afwijken of poogt één van die feiten te bedrijven.

§ 2. De straf is dwangarbeid van tien tot twintig jaar :

1° indien het misdrijf hetzij een lichamelijk letsel ... ten gevolge heeft;

2° ...;

3° indien het in § 1, 2°, genoemde misdrijf vergezeld gaat van of gevolgd is door de wederrechtelijke gevangenhouding of de gijzeling van één of meer personen die zich aan boord van het luchtvaartuig bevinden.

§ 3. De straf is levenslange dwangarbeid indien het misdrijf de dood ten gevolge heeft".

Deze bepaling, die niet zo algemeen is als de bepalingen van het ontwerp, zal door deze laatste niet worden opgeheven en onverkort van toepassing blijven.

Het is zaak van de Regering te oordelen of aan de wetgever dient te worden voorgesteld beide wetgevingen in overeenstemming te brengen, met name wat betreft de verzwarende omstandigheden en de duur van de straffen die op de erin omschreven misdrijven zijn gesteld.

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
J. van den BOSSCHE, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,
M. VERSCHELDEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. van den BOSSCHE.

Le rapport a été présenté par M. P. CHARLIER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. van den BOSSCHE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. CHARLIER, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. J. MASQUELIN.